

## **Rapport introduction intégral – Alain Peyrotte à l'AG de l'IHS le mardi 3 mars 2026**

Malheureusement, quand j'ai écrit ce texte la semaine dernière, juste avant que les fous de la planète se mettent à déverser des bombes sur un pays, qui méritait certainement l'opprobre, mais qui en même temps ne mérite pas forcément que le fou du Texas vienne lui chatouiller les doigts de pied. Donc moi j'avais commencé par, puisque c'est le thème que l'on avait choisi aujourd'hui sur la paix. Nous avons choisi ce thème parce qu'il nous semble menacé de tout compte. Je ne pouvais pas commencer mieux par rapport à la situation aujourd'hui. Celui-ci va de pair avec le combat principal de l'IHS car malheureusement il y a deux combats : empêcher l'extrême droite de s'étendre sur la société jusqu'au pouvoir suprême et, malheureusement, empêcher la déflagration mondiale. Cette extrême droite est en effet la béquille d'un système qui désormais renie ce qu'il appelait auparavant la démocratie libérale ou le néolibéralisme. De nombreux théoriciens expliquent que la démocratie, y compris la démocratie bourgeoise et parlementaire, s'oppose à la liberté d'exploiter les hommes et la nature. C'est ici le grand combat d'urgence, le combat pour aujourd'hui, pas pour dans 20 ans, mais ici et maintenant dans un processus de transformation des réalités et des consciences.

Le meurtre du jeune militant d'extrême droite le 12 février à Lyon n'est pas excusable. Je suis de ceux qui condamnent cette violence politique jusqu'à donner la mort. Je suis aussi de ceux qui considèrent que les coups ne doivent pas remplacer l'argumentation contradictoire, la conviction, la dispute politique. La démocratie véritable ne peut avancer que quand vit la politique et que recule la politique de la force. L'affrontement avec l'extrême droite implique une rupture sans ambiguïté avec sa rhétorique de guerre civile, ses penchants virilistes, ses méthodes criminelles qui, dans la plus grande indifférence, ont coûté la vie à au moins 11 personnes depuis 2022. Des meurtres à caractère raciste pour l'essentiel. La mort de ce jeune donne lieu, sans surprise, à une cynique exploitation politique de Marine Le Pen, mais ça ne nous étonne pas, jusqu'au Premier ministre, à une cynique où on instruit le procès de ce qu'ils appellent l'ultra-gauche, on en fait partie. Leur but est simple : banaliser l'extrême droite en désignant à la vindicte toutes celles et ceux qui lui résistent. Seul un mouvement ample, populaire, organisé, peut aujourd'hui faire refluer les courants identitaires, ultranationalistes et xénophobes, prêts à mettre le feu au pays pour s'emparer du pouvoir. Veillons à ne pas participer malgré nous au détournement de la vigilance face au danger principal. La montée de l'extrême droite est réelle et dangereuse. Nous sommes au dangereux point de bascule. Nous sommes prévenus : après ces manifestations de soutien à ce militant d'extrême droite ces derniers jours dans plusieurs villes, elle s'est retirée... pardon, faut que je parle plus fort, difficile, je suis un peu malade. Je sais, j'ai fait faire un test là-bas.

En maculant les murs de croix gammées. À quoi joue le pouvoir quand il laisse une manifestation se dérouler avec tous les groupuscules fascistes d'Europe ce samedi dernier à Lyon, contre l'avis du maire ? À la suite de ce crime, la diabolisation de la France Insoumise a repris de plus belle, avec ses amalgames, ses mensonges, ses contre-vérités. Elle n'a pour seul objectif que de rendre présentable l'extrême droite identitaire, de diviser la gauche, de stériliser une partie de l'électorat. Raison de plus pour ne pas y prêter le flanc au long d'une indéfendable posture, alors que ce mouvement ne peut être accusé de ce crime.

Comment peut-on accepter que, dans la ville qui a vu périr tant de résistants, dont Jean Moulin, je répète, comment peut-on accepter que dans la ville qui a vu périr tant de résistants, dont Jean Moulin, à l'oppression nazie, se déroule un défilé de personnes se réclamant de ce même mouvement ? Nous avons comme projet d'organiser une conférence le 1er avril, on l'espère avec l'université, sur le thème « syndicalisme et extrême droite ». Nous espérons une grande mobilisation des adhérents et de l'IHS et de la CGT, en sachant qu'il y en a déjà une, mais c'est dans le cadre d'un cours le 12 mars à la fac de lettres sur ce sujet, organisé par une prof qui est membre de l'IHS.

La stratégie du « eux ou nous » vise à rassurer et préserver les classes possédantes, qui, si elles se sentent menacées, n'hésiteront pas à choisir l'extrême droite. Les milieux dirigeants considèrent de plus en plus que ce mouvement, ici et ailleurs, peut constituer un solide appui au capitalisme financier. Rappelez-vous le célèbre « plutôt Hitler que le Front populaire ». Le nationalisme d'extrême droite a pour avantage pour la classe capitaliste d'ouvrir la voie au refus d'appliquer, voire à détruire, les conventions internationales, le droit international, le droit social et le droit environnemental. Cette stratégie est incluse dans le faux débat autour des normes ; la destruction des normes est la possibilité d'exploiter des êtres humains et la nature sans entrave. Ce que fait Monsieur Trump — je l'appelle Monsieur parce que je suis poli — avec le Venezuela, l'Iran, le Groenland, même le Canada et toute l'Amérique du Sud et centrale, tous ces pays sont dans le viseur de ce fou. Ils jouent avec des droits de douane étourdissants afin de mettre les peuples à genoux et de les exploiter par des firmes américaines. Et je dois ajouter Cuba à cette liste de méfaits, île des Caraïbes sous blocus américain depuis maintenant 63 ans et que le soi-disant maître du monde vient encore de renforcer au point que le minimum vital commence à manquer dans cette île.

Que dire de Gaza, quand il veut en faire la riviera de la Méditerranée sur les cadavres de dizaines de milliers de morts, et où son complice Netanyahu continue son génocide aussi en Cisjordanie ? Malheureusement, quand j'ai écrit ces mots, les bombardements n'avaient pas commencé, donc je n'ai pas inclus la guerre en Iran aujourd'hui. Comment ne pas être inquiet devant cette violence d'État, car la Russie et la Chine dégagent très vite dès qu'on se met en travers de leur chemin ? Dans quel monde vivons-nous, quand le masculinisme, la virilité prennent le dessus sur la réflexion, le débat, l'écoute ? Et tel

un petit va-t-en-guerre, cela conduit Monsieur Macron, bien imprudemment, à jouer avec le feu des armes contre la sécurité nationale, même si elles sont atomiques. Autrement dit, comme l'extrême droite, il fait de la politique sur la souffrance des autres, en accord avec la Commission européenne.

Ce sont tous les travailleurs qui sont plongés dans l'incertitude et les privations, mis en concurrence comme les agriculteurs avec le Mercosur, alors que les oligarchies ne se sont jamais si bien portées. Nous devons ouvrir avec nos concitoyens d'autres possibles, faits de désescalade, de cessez-le-feu, d'initiatives diplomatiques, de construction de sécurité pour tous les peuples au sein de l'Europe géographique et le respect des souverainetés territoriales, en lien avec un processus de désarmement. Pour cela, il faudrait qu'on donne à l'ONU le rôle qu'elle doit jouer, et malheureusement aujourd'hui on en est loin.

Sortir de l'enfermement de cette situation, c'est aussi refuser la guerre sociale qui s'annonce au nom même du concept d'économie de guerre. La guerre et le surarmement servent depuis des mois à adoucir les effets des contradictions des impérialismes et du capitalisme financiarisé, qui a besoin de maintenir un haut taux d'incertitude pour maintenir un haut taux de profit. La paix, comment ne pas se mobiliser pour elle quand dans tous les coins du globe, des millions de personnes souffrent et meurent face au fléau des guerres ? La paix, c'est le bien commun des peuples. Ce combat pour la paix et le désarmement nucléaire peut redevenir le lien vivant, créatif, fraternel, intergénérationnel et international d'une nouvelle chaîne humaine à l'échelle planétaire. Ce sont les bombes qu'il faut détruire, pas l'humanité.

Et pendant que nous sommes abreuvés d'images et d'informations sur les dérives du monde et les guerres du monde et ses travers, en particulier tout le temps que l'on passe à discuter de l'affaire Epstein — je ne sais pas comment ça se prononce, mais peu importe — nos politiciens de droite mènent le combat contre les conquêtes sociales. Avec sa tête de chien battu, Monsieur Lecornu avance tranquillement vers le vieux rêve du patronat : signer l'arrêt de mort de la sécurité sociale. L'État accroît ainsi son pouvoir et vide progressivement la sécurité sociale de son sens initial. Il la transforme en système purement assurantiel, sans tenir compte de la justice sociale, en oubliant le principe fondateur : chacun paie selon ses moyens et reçoit selon ses besoins. Les franchises, les dépassements d'honoraires, les exonérations de cotisations entérinées par l'État n'en sont-ils pas la démonstration ?

Ne pas oublier quand même : notre vrai salaire, ce n'est pas le salaire net qu'on touche sur notre compte, c'est la masse salariale complète, notre salaire brut plus les cotisations sociales payées par l'entreprise. Je dis bien l'entreprise, car le patron ne paye rien de sa poche. Les charges patronales n'existent pas, elles sont un mensonge médiatique malheureusement répandu. C'est l'entreprise qui paye les cotisations sociales avec l'argent que nous produisons par notre travail, pas le patron. Allons-nous

accepter cette sécurité sociale vidée de son sens et inféodée aux objectifs économiques ? Il n'y a pas de fatalité, mais des joies : chacune, chacun d'entre nous a son mot à dire, son action à mener au service de tous.

Le budget 2026 promulgué et non voté — j'ai dû oublier quelque chose — que déjà pour le budget 2027, les dents s'aiguisent et commencent à rayer le parquet. En effet, certains proposent de fusionner les budgets de l'État et celui de la sécurité sociale, comme cela le rêve étatique libéral sera exaucé. La suite logique à la réforme constitutionnelle de 1996 qui crée le PLFSS, projet de loi de financement de la sécurité sociale, c'est-à-dire éloigner les dépenses sociales du monde du travail, et surtout du syndicalisme.

Dans le même temps, un sondage commandé par un organisme patronal nous apprend que 52 % des Français verraient bien un chef d'entreprise président de la République. Que le hasard fait bien les choses. Dans le même temps, un ancien ministre des Finances nous révèle que 13 300 millionnaires — et j'ai appris depuis que ce chiffre avait augmenté — 13 300 millionnaires en euros ne paient aucun impôt sur le revenu. Eh bien, la boucle est bouclée, car pendant ce temps-là, les salariés sont de plus en plus pressurés d'impôts et ont de plus en plus de difficultés à boucler les fins de mois.

On comprend mieux les volontés de faire taire celles et ceux qui osent dire ce qui ne va pas dans la société. Plus d'un millier de militants et de militantes poursuivis pour leur activité : cela ne s'était jamais vu depuis la guerre d'Algérie. Cinq membres du bureau confédéral sont concernés, dont la secrétaire générale Sophie Binet. Je vous invite d'ailleurs à lire le dossier paru dans *Ensemble*, je n'allais pas le reprendre, que nous avons reçu la semaine dernière, c'est très instructif et montre que le mot « démocratie » n'a pas le même sens pour eux que pour nous.

Il en va de même pour les locaux, car nous affirmons que les bourses du travail, lieu historique du mouvement ouvrier, se retrouvent pour beaucoup d'entre elles menacées, fragilisées ou attaquées. La CGT a fait une carte nationale des bourses du travail en danger, environ 60, qui montre qu'aucun territoire n'est épargné. La CGT dénonce une tendance lourde révélatrice d'un choix politique. Dans la Vienne, deux bourses du travail sont concernées, celles de Poitiers et de Châtellerauld.

Nous devons retrouver la confiance pour lutter et nous mobiliser, comme l'ont fait nos camarades dans les temps où le cancer de l'extrême droite était bien présent : elles et ils ont vaincu, car l'unité était une des conditions de survie. Cela m'amène à vous parler de notre activité sur les deux ans passés depuis notre dernière AG. Des actions que nous avons décidées lors de celle-ci ont été réalisées. Nous avons continué le dépôt aux archives départementales de notre fonds d'archives. Notre directeur des archives, Eric Rivault, vous présentera son rapport au cours de cette AG. C'est le directeur jusqu'à aujourd'hui, parce qu'à partir de demain, donc il nous présentera son rapport.

Un collectif d'environ une dizaine de personnes se livre au traitement de celles-ci.

Nous avons un collectif d'environ une dizaine de personnes qui se livrent au traitement des archives, et ça tous les mardis.

Nous avons tenu des conférences et des colloques : deux en 2024, le 14 mars sur les 80 ans du programme du CNR et le 14 novembre sur la place des femmes dans le travail ; et deux en 2025 : le 6 mai sur les médias et l'actualité sociale et syndicale, et les 15 et 16 octobre pour les 80 ans de la sécurité sociale, en présence du petit-fils d'Ambroise Croizat, Monsieur Pierre Caillaud-Croizat, et de Monsieur Emmanuel Dufoulois, écrivain et biographe. Nous avons participé au congrès EAG des syndicats et à des fêtes auxquelles nous sommes invités. Visites de syndicats pour une approche de l'archivage, et un stage de sensibilisation à l'archivage.

Concernant les conférences, je tiens à remercier les élus du CA qui s'impliquent toujours fortement dans l'organisation et la réalisation de ces projets, qui réunissent à chaque fois entre 100 et 120 personnes. Sur les quatre dernières, trois ont été réalisées en collaboration avec l'Université de Poitiers, ce qui est une opportunité pour aller à la rencontre d'une population d'étudiants que nous ne fréquentons pas facilement.

Pour les 80 ans de la sécurité sociale, c'est le temps des remerciements. Je tiens à remercier chaleureusement le syndicat des Territoriaux de Poitiers, qui nous a apporté son aide et sa détermination dans la réussite de ce projet. Sans eux, nous n'aurions pas à Poitiers la Maison Ambroise Croizat, ni réalisé ces deux formidables journées qui ont réuni entre 400 et 500 personnes. Et donc parmi les territoriaux, je les remercie tous, mais en particulier deux qui se sont particulièrement investis : Vincent Bohan et Patrick Amand, car sans leur dynamisme durant ces deux journées, nous aurions réussi quand même !

Je ne serais pas complet si j'oubliais dans mes remerciements l'Union départementale CGT de la Vienne, qui nous soutient dans toutes les initiatives que nous organisons, tant financièrement que moralement. Malgré, ou à cause de nos âges avancés, nous avons quelques interrogations et questionnements sur le militantisme d'aujourd'hui. Réfléchissez à ce que j'ai dit.

Enfin, je remercie pour leur réinvestissement les syndicats des organismes sociaux et celui du CHU, qui ont animé le midi devant la sécurité sociale le 16 octobre. Concernant les réunions avec les structures, nous avons participé en 2024 à 24 congrès, AG ou fêtes de syndicats ou structures, et en 2025 à 21 manifestations du même type. Ce qui n'est pas mal, quand même : deux par mois, même un peu plus, parce qu'en juillet et août, il y en a un peu moins.

Je le répète : nous sommes à la disposition des syndicats pour les aider dans le traitement de leurs archives et, si nécessaire, archiver avec eux. Aujourd'hui présents, il y a 15 syndicats représentés, 15 syndicats et structures représentés à l'assemblée générale, ce

qui n'est pas mal quand même. Mais il y a environ 60 syndicats dans le département, ce n'est pas une majorité.

Concernant Châtellerault, je le dis pour le nouveau secrétaire général de l'UL, mon cher Jérôme : je vous présente Jérôme Tomnet, nouveau secrétaire de Châtellerault. Concernant Châtellerault, nous sommes en relation avec le syndicat, avec le directeur des archives municipales, par l'intermédiaire de Valérie — où t'es Valérie ? Voilà — qui est à son bureau juste en face. Voilà. Et ça permet une meilleure prise en compte d'ailleurs. Nous sommes en relation avec le directeur pour signer une convention de dépôt concernant les archives de l'UL. Ça ne devrait pas tarder, mais de toute façon l'UL sera dans la boucle, même si l'IHS est le donneur d'ordre.

Enfin, les stages de sensibilisation à l'archivage : nous en réalisons un par an, ce qui est peu quant au travail à effectuer dans les syndicats. Mais restons modestes, cela est dû à l'absence de candidature et d'implication de structures syndicales qui considèrent toujours que l'archivage n'est pas de l'activité syndicale.

Alors je le dis d'autant plus qu'on a été obligé d'annuler celui que nous avions prévu au mois de mars pour une bonne raison : nous n'avions pas assez de candidats. Parce que comme tout stage syndical, il y a besoin quand même d'avoir un peu de monde, pour échanger, pour aller plus loin, pour le questionnement. Donc ça va être reporté au deuxième semestre, mais ça serait pas mal que les structures s'interrogent sur qui envoyer.

Je rappelle ce que je dis lors des congrès : à l'origine des syndicats, trois postes étaient élus. À l'origine des syndicats, trois postes étaient élus : le secrétaire général, le trésorier et l'archiviste. Ça veut dire que nos copains, en 1895, étaient beaucoup plus en avance que nos copains d'aujourd'hui. Je dis nos copains, je ne dis pas nos copines, nos camarades. Voilà. On aimerait bien que cela serve de leçon à nos dirigeants d'aujourd'hui.

Concernant nos forces, nous étions au début de cette journée, mais il y a eu des adhésions qui sont rentrées : 85 adhérents individuels sur 128 en 2025, et 5 adhérents nouveaux depuis le début de l'année. Aujourd'hui, il y a pas mal de personnes qui ne sont pas adhérentes à l'IHS présentes dans la salle. Je vous invite à y réfléchir pendant cette journée et surtout ce soir : nous avons des bulletins d'adhésion et vous pouvez les remplir.

Pour les structures, nous en avons 19, parce qu'il y a deux syndicats qui m'ont payé ce matin. 19 syndicats y ont réglé leurs cotisations, dont une adhésion. Alors 19 sur 31 l'année dernière. Nous avons 31 structures qui sont adhérentes à l'IHS sur environ 60 structures dans le département. Donc ça nous laisse une marge, même si l'on sait que notre département est surtout un département de petits syndicats. Donc on peut comprendre les difficultés. En même temps, on peut aussi leur dire : prenez contact avec nous et on voit comment on peut faire.

Alors l'adhésion, elle n'est pas banale, mais elle nous a fait plaisir, car c'est une association pour les gens du Nord Vienne qui connaissent peut-être, qui s'appelle Le Silo et se trouve à Mont-sur-Guesnes, le pays de notre cher sénateur Bruno Belin. J'allais dire René Bolin, mais c'est un peu pareil. C'est dans la même mouvance. Pour ceux qui ne connaissent pas René Bolin, c'est l'ancien ministre du Travail de Pétain, et accessoirement, avant, ancien secrétaire confédéral de la CGT. La preuve que le syndicalisme mène à tout.

Nous avons, avec Jean-Claude Etienne et Xavier Lartigue, participé à leur demande à un débat sur la sécurité sociale. Eh bien, moi j'étais persuadé qu'on allait se trouver devant trois ou quatre personnes et nous étions 60 dans la salle, une petite salle, et avec un riche débat, avec du questionnement, et franchement c'était très intéressant. Et on souhaite renouveler l'expérience avec eux. Et d'ailleurs, ils nous ont demandé de voir pour un débat sur les 90 ans du Front populaire. Mais bon, ça serait bien que... parce que c'est quand même un coin de la Vienne où les messieurs dont je parlais en début d'intervention font un bon score. C'est un coin de la Vienne où le Front National est assez bien répandu.

Alors je ne peux pas terminer cette introduction sans remercier toutes les personnes qui œuvrent au bon fonctionnement de l'IHS de la Vienne, en particulier tous les militants et militantes qui sont présents tous les mardis et qui travaillent aux archives. D'ailleurs, il va falloir qu'on change de locaux parce que le repas de midi, on est toujours un peu court dans les salles, parce qu'il y a de plus en plus de monde qui vient. On est entre 10 et 15 tous les mardis à travailler aux archives.

Alors, le directeur de l'archivage vous le dira tout à l'heure : si les 10 à 15 s'occupaient des archives, ça irait plus vite. Mais en même temps, il y a d'autres tâches, en particulier administratives, qu'il faut bien faire. Alors je dis les archives, qu'on s'entende bien, on n'est pas des archivistes professionnels. Nous, notre boulot, on cherche d'abord à classer les documents, à ne pas les classer, mais à les classer. Et après, les archives départementales feront le travail d'archivage. Ça veut dire que tout ce qu'on a remis aux archives, il y en a une partie qui va nous revenir, et ça sera à nous de décider si on les garde ou si on ne les garde pas. Parce qu'ils ne gardent que ce qui a une valeur historique. Évidemment, la commande de papier toilette, ça ne les concerne pas, mais on leur a quand même donné, et on verra bien ce qu'ils en feront.

Aux archives départementales, je ne vais pas m'étendre sur ce qu'on leur a remis puisque ça fait l'objet du rapport du directeur des archives. Je voudrais remercier aussi tous les membres du CA qui participent à toutes les réunions. Je dis bien à toutes les réunions, nous en avons eu ces derniers temps : une par mois. Alors évidemment, ceux qui ont une activité professionnelle, qui sont en activité, pour certains dont les syndicats les détachent, comme les territoriaux de Poitiers, ça ne pose pas de problème. Bon, pour l'instant.

Mais il n'empêche qu'il y a quelques personnes, il y en a au moins un que l'on connaît et qui est un peu propriétaire de cette salle. C'est Franck Renard, qui est membre du CA mais qui n'a aucun droit, donc qui ne peut pas venir. Il a des devoirs quand même : il vient deux fois par an, au CA de juin et au CA de décembre, je ne vous demande pas de deviner pourquoi il vient. Mais il vient et il participe au débat, et il n'est jamais à côté de la plaque. Et des fois, il a de bonnes idées.

Et puis, comment il s'appelle ? Nicolas. Nicolas qui a quelques petits soucis aujourd'hui avec son syndicat et qui n'a pas les droits qu'il avait avant. Mais autrement, je vous jure, c'est intéressant de faire des réunions. Si toutes les structures de la CGT avaient le taux de participation que nous avons au CA de l'IHS, c'est peut-être plus facile pour nous, mais ça serait ça de gagné. Alors tous les syndicats qui se jettent dans la bataille de l'archivage, et même si rien n'est gagné d'avance, pour beaucoup d'entre eux, on avance, et petit à petit nous arrivons à la prise en compte par les directions de syndicats. Moi j'en veux pour preuve les territoriaux de Châtellerauld, qui font un bon boulot. Je présume que vous continuez ? Oui, bien sûr. Et donc nous avons deux représentants aujourd'hui du collectif archivage des territoriaux. En même temps, eux, ils ont un secrétaire à l'archivage dans leur structure. Voilà, c'est le seul syndicat que je peux annoncer. Ah non, oui, il y a aussi des territoriaux de Poitiers.

Et je voudrais terminer pour remercier les structures UD d'abord. Je vous signale l'UD d'abord parce que vous le verrez tout à l'heure dans le bilan financier, parce qu'il nous aide financièrement. Sans eux, on serait ric-rac, on y arriverait, mais on serait ric-rac. Les UL, parce qu'ils sont un bon relais pour l'IHS dans leur secteur, et on ne pourrait pas fonctionner sans eux.

Enfin, je vous remercie vous, les adhérents, parce que sans les adhérents, on n'est rien, et nous sommes en progression depuis... Je vous signale qu'aujourd'hui, ça fait 10 ans qu'on a réactivé l'association. Elle existait depuis 1982, mais on était plutôt en sommeil, et là on s'est réveillé en 1995 — en 2015, pardon, pour les 120 ans de l'organisation — et depuis on n'a pas baissé les bras et on arrive à voir... Alors puisque j'ai Jean qui est juste en face de moi, je remercie aussi ceux qui individuellement nous donnent leurs archives. Nous avons classé tes archives, Jean, elles sont dans les boîtes des archives départementales. Voilà. Je parle de Jean Boulou. Et puis, sans vous, on aurait baissé les bras rapidement. Le fait que vous ayez répondu à nos appels, le fait qu'on soit reçu dans les syndicats est toujours bien perçu. Eh bien, on peut être que satisfaits du travail que l'on effectue depuis dix ans et j'espère que l'IHS perdurera même après notre départ. Je vous remercie de m'avoir écouté.